

Politique d'austérité en Algérie : Décision appropriée ou précipitée ?

Chaib BAGHDAD

Professeur à la Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et
Sciences De Gestion
Université Abou-Bakr Belkaid, Tlemcen, Algérie
chaibbaghdad@yahoo.fr

Nouredine MENAGUER

Professeur à la Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et
Sciences De Gestion
Université Abou-Bakr Belkaid, Tlemcen, Algérie
nmenaguer@yahoo.fr

Mohamed BEZZAOUIYA

Professeur à la Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et
Sciences De Gestion
Université Abou-Bakr Belkaid, Tlemcen, Algérie
mbezzaouya@yahoo.fr

Résumé

Ce papier tentera de traiter de la mise en place d'une politique économique, relativement et rarement appliquée par les économies nationales, à savoir la politique d'austérité dans le cas algérien, du fait que l'économie de ce pays connaît quelques difficultés et complications suite à l'effondrement des prix du baril qui a causé des préjudices financiers assez importants et délicats du fait de la dépendance de cette économie à cette matière première et l'absence d'autres produits alternatifs pour compenser cette perte financière. Ainsi, et devant l'urgence de remédier à cela et éviter d'autres complications d'ordre sociales, économiques et financières, l'Etat algérien s'est vu contraint de recourir aux mécanismes et stratégies adoptées dans ce sens, entre-autres, cette politique d'austérité qu'on essayera d'analyser les contours, les fondements et les objectifs tracés.

Mots-clés : Politiques-Austérité-Algérie-Rente-Budget-Etat-Population.

JEL: F63, H11, H12, R38.

Abstract

This paper will attempt to discuss the implementation of an economic policy, relatively and rarely applied by the national economies, namely the austerity policy in the Algerian case, because the economy of this country is experiencing some difficulties and complications due to the collapse of the price of a barrel, which caused fairly significant and delicate financial damage due to the dependence of this economy on this raw material and the absence of other alternative products to offset this financial loss. Thus, and faced with the urgent need to remedy this and avoid other social, economic and financial complications, the Algerian State was forced to resort to the mechanisms and strategies adopted in this direction, among others, this policy of austerity that we will try to analyze the main fundamentals and the aims and targets.

Key-words: Politics-Austerity-Algeria-Rent-Budget-State-Population.

JEL: F63, H11, H12, R38.

ستحاول هذه الورقة مناقشة تنفيذ سياسة اقتصادية ، ونادراً ما تطبقها الاقتصادات الوطنية ، وهي سياسة التقشف في الحالة الجزائرية ، لأن اقتصاد هذا البلد يعاني من بعض الصعوبات. تعقيدات بسبب انهيار سعر البرميل الذي تسبب في أضرار مالية كبيرة ودقيقة بسبب اعتماد هذا الاقتصاد على هذه المادة الخام وغياب منتجات بديلة أخرى لتعويض هذه الخسارة المالية. وبالتالي ، وفي مواجهة الحاجة الملحة لعلاج هذا وتفادي التعقيدات الاجتماعية والاقتصادية والمالية الأخرى ، أُجبرت الدولة الجزائرية على اللجوء إلى الآليات والاستراتيجيات المعتمدة في هذا الاتجاه ، ضمن أمور أخرى ، سياسة التقشف هذه التي سنحاول تحليلها ، والأسس والأهداف المرسومة.

الكلمات المفتاحية: سياسات-التقشف-الجزائر-الإيجار-الميزانية-الدولة-السكان.

JEL: F63, H11, H12, R38.

Introduction

Le monde économique contemporain se distingue par une multiplication de turbulences, perturbations et mouvements imprévus et soudains au niveau de certains marchés et secteurs, notamment dans les circuits financiers et énergétiques, causant de graves séquelles au niveau des économies nationales, particulièrement celles qui manifestent des oppositions faibles et démesurées, au vu de leurs potentialités et atouts économiques et financiers.

Ainsi, on remarque que la plupart des économies, même catégorisées développées et évoluées, ont recours à des politiques et des programmes pour ajuster et équilibrer leurs indicateurs macro-économiques selon les variations observées au niveau des marchés internationaux, avec parfois l'aval des institutions financières internationales, car cela va de l'avenir de l'économie internationale et les populations humaines pour éviter des scènes de famine, pauvreté et autres calamités socio-économiques.

Pour aller droit au but, il est devenu banal et routinier que certaines économies nationales procèdent à des politiques pour confronter des événements inattendus et imprévus et qui touchent à leurs équilibres macro-économiques, à l'instar de la politique de l'austérité ou de rationalisation des dépenses publiques, dans un souci de stopper l'hémorragie financière et rassurer les opinions nationales et internationales quant à la consistance des mesures économiques entreprises.

Cette politique s'est vue invitée dans les débats économiques du fait que les mutations et évolutions de l'économie internationale ont influé sur les décisions macro-économiques de certains Etats, nonobstant le niveau économique enregistré ou le confort senti, ce qui a été ressenti par des Etats et des économies jadis épargnées par ce nombre d'événements et qui se sont retrouvées impliquées et concernées par ce genre de politiques, dans un souci d'éviter des retombées néfastes et préjudiciables à leurs économies, leurs statuts et leurs populations.

Cela est valable pour l'économie algérienne qui subit depuis juin 2014 un effondrement des prix du baril qui sont passés d'un prix moyen de 110\$ entre 2003 et 2014 à un autre qui se situe entre 50 et 55 \$ depuis fin 2016, après avoir frôlé le seuil fatidique de 27\$ fin Septembre 2016, entraînant, ainsi, une chute des

recettes pétrolières (et donc publiques) de plus de 50%, avec d'autres conséquences plus consistantes et graves, comme l'épuisement du fonds de régulation des recettes (FRR) qui ne dispose que de moins de 780 milliards DA (alors qu'il avoisinait plus de 55 milliards \$ auparavant), la baisse des réserves internationales (près de 112 milliards \$ au mois de Mars 2017), et d'autres dégâts macro-économiques comme le déficit commercial, budgétaire, celui de la balance des paiements et bien d'autres.

Cela a, évidemment et automatiquement, incité et obligé les décideurs économiques du pays à réfléchir et penser à la nécessité de mettre en place et en œuvre une politique d'austérité (que nos décideurs préfèrent la politique de rationalité des dépenses publiques), dans un double objectif :

- 1) Atténuer les risques de contagion financière sur les secteurs économiques et sociaux.
- 2) Rétablir l'équilibre macro-économique au niveau de quelques indicateurs les plus sensibles et vulnérables face à cette chute.

Notre intervention est de s'interroger sur le timing d'une telle politique et de comprendre les fondements et contenus de celle-ci.

1) Quelques brèves lectures sur la politique d'austérité

Il est essentiel de faire la distinction entre une politique d'austérité avec celle d'une économie volontaire et déterminée entamée par les dirigeants dans un souci de faire face et confronter des scènes effroyables et insoutenables au niveau socio-économique, comme les cas d'insuffisance hydrauliques pour enrayer les pénuries de l'eau, ou les indisponibilités des produits alimentaires de première nécessité au niveau des marchés pour éviter les famines et pauvretés, et autres situations.

Au début, il faut bien souligner que toute politique d'austérité est originaire d'une mise en place des politiques économiques de l'Etat, à l'instar de la politique budgétaire, monétaire, fiscale, financière et autres, et qu'il s'agit surtout d'une politique conjoncturelle du fait que c'est le résultat d'un phénomène économique externe qui est à l'origine d'une possible récession ou recul de la croissance économique entamée, et que certains économistes, pour ne pas dire une grande majorité, insistent et plaident pour la réactivation de deux importantes politiques, à savoir : La politique monétaire et budgétaire.

Il nous semble intéressant (et essentiel) de distinguer entre la politique conjoncturelle, budgétaire et monétaire :

✓ Une politique conjoncturelle résume un ensemble et panoplie de mesures élaborées et dictées par le gouvernement afin de réguler et stabiliser les activités économiques à court terme, dans un souci logique et légitime d'agir sur les indicateurs macro-économiques et instaurer une stabilité économique dans ce sens.

✓ Une politique monétaire résume une démarche qui consiste à agir sur la circulation de la monnaie au niveau de l'économie, et notamment le marché monétaire et financier, pour pouvoir résoudre certaines situations plus explicitement inflationnistes et prendre les mesures correctives dans ce sens.

✓ Enfin, la politique budgétaire traduit une initiative engagée par les décideurs économiques pour exploiter et utiliser le budget disponible de l'Etat dans le règlement de certains faits économiques.

Cette distinction est rendue nécessaire et utile pour bien comprendre que la politique d'austérité est toujours conjoncturelle et mise sur la rigueur et ténacité des décideurs et dirigeants économiques afin d'établir un équilibre macro-économique à court terme et renforcer plus les dispositions prises pour la relance économique.

Plusieurs courants se sont penchés sur cette question, partant des classiques, néo-classiques, keynésiens, néo-keynésiens, monétaristes, néo-libéraux, avec des explications et interprétations diverses et variées, tentant, ainsi, d'apporter de nouveaux éléments de réponse à cette politique et aussi de nouveaux outils de résolution et clarifications.

Dans ce cheminement d'idées, C.Cottarelli¹ est bien catégorique sur ce sujet, affirmant que « austérité est devenue l'un des mots à la mode de la décennie. Partout dans le monde, les gouvernements semblent l'avoir acceptée automatiquement. Certains l'arborent fièrement, d'autres l'adoptent avec réticence. Pourtant, le débat sur l'austérité se poursuit, avec, d'un côté, ceux qui estiment qu'il faut prendre davantage de mesures de réduction des déficits et, de l'autre, ceux qui pensent qu'il est opportun de marquer une pause, étant donné la

¹ C.Cottarelli, « l'ère de l'austérité », Revue Finance et Développement, Juin 2012.

faiblesse de l'économie mondiale », une manière de bien distinguer entre une politique d'austérité dans les Etats en retard économique et ceux en avance.

On doit bien signaler que le concept de l'austérité est trop critiqué par une certaine frange d'économistes, mêmes ceux issus des fondations financières et économiques internationales, du fait que cela n'entraîne que déboires, traumatismes et cacophonies pour les dirigeants qui vont affronter la colère et révolte de la population et doivent, impérativement, trouver des solutions et alternatives.

On essaye d'avoir l'avis de quelques confrères sur ce point, à commencer par S.Basu et D.Stuckler² qui tentent une explication à travers une analyse d'ordre médical et sanitaire pour montrer que les effets de cette politique peuvent être bien néfastes et dangereuses pour certaines populations dans le monde, même si elle paraît banale et ordinaire dans les doctrines économiques, signalant que « Les politiques économiques ne sont ni des agents pathogènes ni des virus qui provoquent directement la maladie, mais la « cause des causes » : le facteur sous-jacent qui détermine qui sera exposé aux plus grands risques sanitaires. Voilà pourquoi la moindre modification d'un budget national peut avoir des effets considérables — et parfois involontaires — sur le bien-être de la population ».

De son côté, J.M.Barroso³ affirme que la politique d'austérité entamée et engagée par les Etats européens suite aux effets de la crise financière de 2007 est bien nécessaire mais elle doit être limitée et revue, car les conséquences sont plus graves qu'attendues, indiquant que « pour réussir, une politique ne doit pas seulement être bien conçue. Elle doit bénéficier aussi d'un minimum de soutien politique et social », faisant, allusion, sans doute à la mise en place des mécanismes pour amortir les éventuels chocs internes et externes qui peuvent apparaître et surtout qui peuvent causer plus de torts que de gains ou profits sur le plan socio-économique.

Enfin, S.Keen⁴ est catégorique sur cette question, affirmant que « Ceux qui préconisent cette politique (d'austérité) considèrent qu'un gouvernement doit gérer ses finances comme un « bon père de famille », autrement dit ne pas dépenser plus qu'on ne gagne », renvoyant, ainsi, la balle aux experts de la

² S.Basu et D.Stuckler, « Quand l'austérité tue », Monde diplomatique, Mars 2017.

³ J.M.Barroso, ancien président de la commission européenne, la Tribune du 23/04/2013.

⁴ S.Keen, « Les politiques d'austérité conduisent à l'impasse », voir le quotidien la Croix, Janvier 2015.

finance publique pour bien traiter et examiner cette problématique en misant sur des politiques économiques efficaces.

2) Crise pétrolière Juin 2014 : Un autre scénario (cauchemardesque) après 1986.

L'économie algérienne a bien profité de l'embellie financière engrangée par une hausse des prix du baril pratiquement depuis 2003, passant d'une moyenne de 40\$ à près de 110\$ vers 2012-2013, une hausse qui fut qualifiée de phénoménal et inédit car ce fut une assez longue période (plus de dix ans) et surtout l'ampleur de cette hausse passant du simple au triple, avec des conséquences contradictoires pour les pays exportateurs et importateurs.

Les tableaux suivants nous indiquent l'évolution depuis le déclenchement de la crise.

Indicateurs de croissance

Indicateurs de croissance	2013	2014	2015	2016	2017 (e)
PIB (milliards USD)	209,70	213,52	166,84	168,32e	178,43
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,8	3,8	3,9	3,6e	2,9
PIB par habitant (USD)	5.476	5.459	4.175	4.129e	4.296
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	7,744	7,956	9,060	13,028e	17,134
Taux d'inflation (%)	3,3	2,9	4,8	5,9e	4,8
Balance des transactions courantes (milliards USD)	0,84	-9,44	-27,45	-25,34e	24,48
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	0,4	-4,4	-16,5	-15,1e	13,7

Source: FMI - World Economic Outlook Database - 2016.

Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2011	2012	2013	2014	2015
Dinar algérien (DZD) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	101,53	99,62	105,41	107,05	111,72

Source : Banque Mondiale - 2016.

Les principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (<i>en % de l'emploi total</i>)	10,8	30,9	58,4
Valeur ajoutée (<i>en % du PIB</i>)	13,1	39,0	47,9
Valeur ajoutée (<i>croissance annuelle en %</i>)	7,6	2,1	4,8

Source : Banque Mondiale - 2016

On constate, ainsi, que les impacts sont bien réels et visibles, du moment que le PIB (en valeur) n'a pas pu résister à cette baisse, du même pour le taux de croissance économique (qui même s'il demeure positif mais loin des promesses des responsables qui ont tablé sur plus de 4%), et la situation est identique pour l'endettement public, le PIB par habitant et autres indicateurs.

La contagion a aussi touché les finances publiques, du moment que le solde budgétaire/PIB est resté toujours dans une position négative, enregistrant ainsi une évolution de -7,3% en 2014, -16,1% en 2015, -12,9% en 2016 et une perspective de -9,3% en 2017, alors que le solde courant est dans une position identique avec une évolution similaire de, respectivement, -4,4%, -16,4%, -15 et -13,7%, alors que le taux de la dette publique s'est distingué par une certaine remontée (après avoir connu une stabilité remarquable depuis plus d'une décennie), affichant des résultats assez inquiétants (même si cela est loin des déboires enregistrées dans les économies même avancées), avec 7,9% en 2014, 9% en 2015, 13% en 2016 et 17,1% en 2017.

Pour ne pas étaler trop sur le sujet (malgré une panoplie d'articles et rapports sur ce sujet), il nous semble pertinent de revenir aux propos du FMI, après un diagnostic, mentionnant que « le Produit intérieur brut nominal de l'Algérie (PIB) devrait s'établir à 166 milliards de dollars en 2016 contre 172,3 mds en 2015 avec une croissance du taux de chômage. En 2016, les exportations devraient enregistrer une baisse à 27,7 mds \$ contre 38,4 mds \$ en 2015, mais devraient progresser en 2017 à 32,3 mds \$. Pour avoir un équilibre budgétaire toujours selon le FMI, l'Algérie aura besoin, en 2016, d'un prix de pétrole de 87,6 dollars/baril contre 109,8 dollars/baril en 2015. Le déficit budgétaire devrait s'élever à 15% du PIB en 2016 (contre 15,9% en 2015) et pourrait se réduire à 11,8% en 2017. Les importations en 2016 sont estimées à 57,5 mds \$ contre 63,7

mds \$ en 2015, et devrait atteindre en 2017 à 61,3 mds \$. Le déficit de la balance des comptes courants atteindra 28,3 mds \$ en 2016 contre 27 mds \$ en 2015 et 28,2 mds \$ en 2017. Les réserves officielles de l'Algérie ont bien reculées sous l'effet de la chute des prix de pétrole à 113,3 mds \$ en 2016 en couvrant 22,2 mois d'importations, contre 142,6 mds \$ en 2015 et poursuivront leurs contraction à 92,3 milliards \$ en 2017 (conformément aux prévisions des responsables locaux).

Ainsi, les conséquences ont été foudroyantes et brutales pour une telle économie qui aspirait à une relance économique par le biais des programmes économiques quinquennaux et la poursuite des réformes économiques, signalant, au passage, que le plus contraignant dans ce rapport c'est le fait d'indiquer que le prix idéal du baril doit être supérieur à 87 \$ pour espérer un équilibre, alors qu'à ce moment, il n'a pas pu dépasser les 55 \$ depuis les accords d'Alger et Genève 2016, ce qui risque d'aggraver plus la conjoncture économique locale.

3) L'instauration de la politique d'austérité : Passage obligé vers la relance économique ou décision précipitée

Certes, le scénario de la crise de 1986 ne s'est pas répété et engendrant les mêmes conséquences qu'aujourd'hui, confirmant, ainsi, que nos décideurs ont appris les leçons et ont pris quelques mesures pour éviter de tels faits, sachant que le monde économique n'est plus à l'abri des événements trop imprévus et imprévisibles.

Ceci dit, cette récente crise de juin 2014 a montré toute les limites du mode de fonctionnement de l'économie locale et les lacunes qui se sont produites depuis le déclenchement de cette crise, pensant que cela ne va pas trop durer et que les marchés pétroliers vont retrouver leurs équilibres et bonne humeur (du moins pour les pays exportateurs).

D'un autre côté, il ne faut pas nier que le gouvernement s'est bien engagé dans des programmes économiques quinquennats depuis l'investiture du président, à savoir un programme 2000/2004, avec un budget de 7 milliards \$, un autre 2005/2009, avec un financement à hauteur de 55 milliards \$, puis un autre 2010/2014, avec un montant considérable de 286 milliards \$ et enfin un autre programmé pour la période 2015/2019 pour un montant de 262 milliards \$, représentant, de ce fait, la bagatelle de plus de 580 milliards \$.

Prenant juste l'exemple du programme quinquennal 2010/2014, il faut dire qu'il fut scindé en deux volets :

1) Un volet estimé à 130 milliards \$ et destiné au « parachèvement des grands projets déjà entamés, notamment dans les secteurs du rail, des routes et de l'eau ».

2) Un autre évalué à 156 milliards \$ et consacré à « l'engagement de projets nouveaux ».

Entre-autres réalisations prévues dans ce programme, on peut citer : Construction de deux millions de logements, 5000 établissements dévoués pour le secteur éducatif, raccordement d'un million de foyers, 5000 infrastructures consacrées pour la jeunesse, construction de 35 barrages pour le secteur hydraulique, 1500 infrastructures destinées pour le secteur de la santé et bien d'autres réalisations, dévoilant, ainsi, une part de 40% consacrée uniquement pour le développement humain.

L'autre préoccupation (devenue désormais récurrente et régulière pour le gouvernement) réside dans la question des transferts sociaux et la nécessité de satisfaire les attentes de la population dans ce sens, du moment qu'il a été mentionné⁵ que « L'essentiel des transferts sociaux en 2015 est réservé au soutien aux familles, à l'habitat et la santé qui représentent 63,5% des transferts », relevant, par conséquent, le lourd fardeau financier supporté par le trésor public, ainsi que les recettes fiscales qui sont pressenties pour soutenir une telle démarche.

Dans ce sens, il est encore cité, d'après le FCE⁶, que « Les évaluations réalisées montrent que les transferts sociaux directs en Algérie ont atteint plus de 11 300 milliards de dinars, soit 156 milliards de dollars, durant la période 1999-2012. "Cela représente près de 10% du produit intérieur brut (PIB) et plus d'un quart du budget général de l'État », un risque majeur pour une économie qui s'appuie totalement sur le secteur des hydrocarbures et dont le PIB peine à dépasser le montant de 200 milliard\$.

Autre fait troublant, les réserves internationales enregistrent des baisses inquiétantes et polémiques depuis la chute du prix du baril, car selon une source⁷,

⁵ Cité dans le quotidien Liberté du 13/03/2017.

⁶ FCE=Forum des Chefs d'Entreprise et cité dans le même quotidien.

⁷ Cité dans le Matin, Aout 2016.

« Les réserves de change ont été estimées à 56 milliards de dollars en 2005, 77,78 milliards en 2006, 110 milliards en 2007 à 138,35 milliards de dollars en 2008, à 147,2 milliards en 2009, à 157 milliards de dollars fin 2010 , 188,8 milliards de dollars en 2011, 190, 66 en 2012, 194 milliards de dollars en 2013, 179,9 milliards de dollars en 2014, 152 milliards de dollars fin 2015, et selon le rapport du FMI d'avril 2016, 113,3 mds \$ en 2016 (couvrant 22,2 mois d'importation) et 92,3 mds \$ en 2017 ».

Il est même envisagé une baisse des réserves qui vont atteindre près de 60 milliards \$ en 2018 (selon les prévisions de la Banque mondiale), alors que le premier ministre se montre confiant en jurant que ces réserves ne vont pas baisser au-delà de 100 milliards \$, ouvrant une autre polémique en vue entre les deux parties.

Le plus inquiétant est que ces réserves ont fondu de près de 100 milliards \$ juste entre 2013 et 2017, et avec un prix du baril qui n'a pas dépassé les 60 \$ promis, cela pourra se creuser davantage et contrarier plus les projets économiques envisagés et le financement des secteurs socio-économiques, du moment que les exportations vont se stabiliser à un niveau qui ne favorise pas un environnement financier appréciable et convenable pour cette économie.

Scénario catastrophique s'il se réalise, il est prévu que si le prix du baril se maintiendra au niveau et seuil de 50\$, les réserves internationales (particulièrement en devises) chuteront jusqu'à 30 milliards \$, après avoir frôlé les 200 milliards juste quelques années auparavant. Rocambolesque il est vrai, même si ces appréhensions sont relativement atténuées par les décideurs locaux, notamment la Banque d'Algérie, qui dans une note⁸ rassure que « **le niveau des réserves de change, à fin 2018, sera « nettement supérieur » à celui des 60 milliards de dollars** », précisant, encore, que « Cette consolidation (budgétaire) consiste à faire en sorte que l'Etat « ne dépense pas beaucoup plus qu'il n'a de recettes, ce qui devrait donc déboucher vers des déficits parfaitement soutenables, sinon vers un équilibre budgétaire », tentant, ainsi, de réconforter et rassurer les opérateurs économiques et d'insister sur le fait que la politique engagée dans le cadre de la maîtrise des dépenses est beaucoup plus considérée

⁸ Note de la Banque d'Algérie (et en même temps une réponse à la BERD) du mois d'Aout 2016.

comme une rationalisation des dépenses publiques que proprement une politique d'austérité comme c'est le cas avec d'autres pays (le Venezuela notamment).

On ne peut s'empêcher, aussi, d'évoquer le cas du FRR⁹ qui a enregistré des baisses inquiétantes et risquées, après avoir été promu comme une épargne sûre et rassurante pour le gouvernement après sa mise en place en 2001, du fait que les montants épargnés et mis à l'abri commencent à s'effriter et se fondre, du fait qu'après avoir plafonné pendant longtemps à un seuil de 50 milliards \$, ce fonds a vu le montant dégringoler régulièrement depuis 2014 puisqu'il atteint un montant de 44 milliards \$ fin 2014, puis près de 21 milliards \$ fin 2015, et on parle d'un montant de plus de 8 milliards \$ fin 2016 (dont 7,4 milliards \$ comme solde minimum obligatoire et un milliard \$ comme surplus de la fiscalité ordinaire), et plus grave encore, il est prévu que le montant obligatoire de 740 milliards DA sera utilisé « afin de pouvoir continuer à absorber partiellement le déficit du Trésor en 2017, en conséquence du recul du surplus dégagé par la fiscalité pétrolière depuis le second semestre de 2014 ».

Autre élément et source d'inquiétude pour l'économie locale et la décision d'opter pour l'austérité (ou la rationalisation des dépenses publiques) réside dans le déficit commercial de l'Algérie qui a atteint 15,8 milliards de dollars sur les dix premiers mois de 2016, contre un déficit de 13,7 milliards USD à la même période de 2015, soit une hausse du déficit de 14,75%, enfonçant plus les déboires financières du pays, surtout du fait que le prix du baril demeure scotché à une moyenne de 55\$, alors que les perspectives annoncent de probables dissensions au niveau de l'OPEP et une abondance massive du pétrole américain (notamment celui du schiste).

D'après les chiffres du CNIS¹⁰, **« Les exportations ont reculé à 25,58 milliards \$ durant les onze premiers mois 2016 contre 32,06 mds \$ sur la même période de 2015, soit un recul de 6,48 milliards \$ (-20,22%).**

Pour les importations, elles se sont également réduites mais à un moindre rythme par rapport aux exportations en s'établissant à 42,78 milliards \$ contre 47,45 mds \$ durant la même période de l'année écoulée, soit une baisse de 4,67 mds \$ (-9,85%).

⁹ FRR=Fonds de Régulation des Recettes et est évalué sur la base de la différence entre le prix référentiel du prix du baril fixé pour les lois de finance et le prix réel au niveau des marchés internationaux.

¹⁰ CNIS=Centre National d'Informatique et Statistiques de la douane.

A la lumière de tout cela, la conjoncture économique du pays indique une mauvaise posture et une véritable impasse pour les décideurs économiques, car les marges de manœuvre sont bien réduites et limitées, même si quelques alternatives ont été mises en place (à l'exemple du MCFV¹¹ ou l'emprunt obligataire) qui se sont révélés comme un échec au vu des grandes promesses émises, expliquant le choix de la politique d'austérité et la rationalité dans les allocations des dépenses publiques.

On se demande aussi si l'Etat pourra bien financer, totalement, le prochain programme quinquennal 2015/2019 au vu de la détérioration des prix du baril, vu que cela nécessite une enveloppe financière de l'ordre de 262 milliards \$, et un prix du baril de 50\$, ce qui paraît relativement compliqué et délicat dans une conjoncture financière internationale instable et peu rassurante.

A la lumière des points précédents, il nous semble que le choix entre une politique d'austérité volontaire et prédestinée à la relance économique et la rapidité dans l'exécution de celle-ci est, certes, reliée à la nature de la conjoncture actuelle que confronte l'économie algérienne, mais pour notre part, on peut toujours se poser des questions sur cette démarche.

Recensant de nombreuses interventions dans ce sujet, la question de l'austérité et la rationalisation des dépenses publiques est inévitable dans le sens où les revenus extérieurs se sont bien raréfiés afin de maintenir une soutenabilité du financement des projets économiques, et aussi d'éviter de mettre trop de pression sur la population déjà fragilisée et heurtée par la cherté des prix au niveau des marchés.

Il demeure que nous considérons que cette initiative, telle que préconisée et élaborée, ne peut réellement permettre un envol et relance de l'économie nationale, convaincu que toute politique de relance ou redémarrage d'une croissance économique doit être précédée par une stabilité macro-économique et une fiabilité des finances publiques, surtout dans son chapitre fiscal.

Le nouveau modèle économique qui s'étale jusqu'à 2019 prévoit quelques mesures, entre-autres :

¹¹ MCFV=Mise en Conformité Fiscale Volontaire

- Insistance sur les aspects budgétaires à court terme, tentant de préserver les objectifs de croissance économique.
- Retour sur l'idée d'une économie diversifiée et indépendante des cours pétroliers.
- Réhabilitation du rôle et contribution de la sphère économique réelle par le biais de renforcement des prérogatives des entreprises économiques.
- La mise en place d'une base industrielle productive, moderne et efficace pour assurer les conditions d'une économie émergente.

Une politique d'austérité, dans une conjoncture économique et financière qui demeure à la merci des marchés internationaux et la persistance des entraves économiques, comme l'économie informelle et un ralentissement des performances des secteurs industriels et agricoles, ne peut se considérer comme un préalable convaincant et rassurant pour un tel modèle, qui semble se concentrer et se focaliser beaucoup plus sur la politique fiscale (et ainsi une autre lourdeur pour les contribuables).

On reste, notamment, sceptique et réservé sur les arguments du gouvernement qui déclare que « Ce modèle économique comprend des mesures visant à consolider la justice sociale sans surcoûts économiques, réformer la fiscalité et mettre le budget au service de la croissance et du développement humain et durable », du moment que les deux opérations lancées récemment, à savoir la mise en conformité fiscale (que d'autres préfèrent appeler plus une amnistie fiscale) et l'emprunt obligataire n'ont pas répondu aux attentes de la hiérarchie centrale, mettant en doute l'efficacité de cet agent économique.

EPILOGUE

La performance d'une économie est jugée selon ses capacités et intelligences dans le traitement d'une situation économique qui est venue à l'improviste et l'imprévu, et qui semble gêner et embrouiller les prévisions et programmes des décideurs économiques, du moins à court terme, conduisant, de ce fait, les responsables à prendre les décisions qui s'imposent dans le but d'atténuer les conséquences néfastes que cela pourra produire, et parmi celles-ci, la politique d'austérité et la rationalisation des dépenses et deniers publics.

Pour revenir au cas algérien, cette politique a été instaurée dans le but de calmer les craintes de l'opinion nationale et internationale, et continuer dans les programmes et projets déjà finalisés et discutés précédemment, dans le souci de

ne pas perturber le programme économique quinquennal du gouvernement et surtout d'amortir les effets et impacts du choc externe, en premier lieu sur les ménages et entreprises, et ensuite sur les opérateurs économiques et le budget de l'Etat.

Il faut dire que le cas algérien se distingue par le fait que depuis deux décennies, les indicateurs macro-économiques ont été plutôt favorables et rassurants, une bonne réserve internationale qui s'est propulsée jusqu'à un niveau historique, et surtout un fonds d'épargne destiné à combler les éventuels changements brusques externes sur l'économie nationale, comme ce fut le cas depuis la mi-juin 2014.

Ceci dit, toute politique d'austérité est plutôt jugée plus comme une réponse et une démarche assez contraignante pour toute économie, comme c'est le cas avec l'économie grecque, vénézuélienne, égyptienne, et autres, mais un passage obligé pour reconquérir la stabilité économique et la confiance de la population, et pour l'économie algérienne, la baisse du prix du baril fut réellement un choc terrible, même si cela se produit fréquemment au niveau des marchés internationaux, car l'intensité de la baisse et la chute ne furent pas, apparemment, bien prospectées et prévues pour le cas de cette économie.

On se retrouve ainsi devant deux faits :

- I. Soit les prix vont se redresser et contribuer dans le regain de confiance du gouvernement.
- II. Soit les prix vont se situer à un niveau défavorable et en deçà des attentes du gouvernement.

Pour notre part, on considère que cette politique d'austérité, même si elle est inévitable et salubre, ne doit pas demeurer le dernier rempart et alternatif pour pallier les insuffisances et lacunes de cette économie, et le salut ne doit venir que par le biais d'une politique économique réelle, productive et performante, laissant aux experts le soin de tracer la nature de celle-ci.

REFERENCES

- 1) **Bouyacoub Brahim et Touami Sabiha, 2016**, « La politique économique et la croissance en Algérie : Analyse économétrique 2000-2014 », Revue algérienne de développement économique N° 04.
- 2) **C.Cottarelli (2012)**, « l'ère de l'austérité », Revue Finance et Développement, N°10.
- 3) **Cooper, Richard (1992)**, Economic stabilization and debt in developing countries. Cambridge, Mass.: The MIT Press.
- 4) **Elyas Salah et Yagoub Mohamed, 2014**, « Politique Budgétaire, Croissance Economique En Algérie : 1998-2013 », Revue des sciences économiques et de gestion n° 14. Université de Sétif, 2014.
- 5) **Hamidou Zanre, 2015**, « Impact des chocs gouvernementaux sur l'économie canadienne », Université de Québec, Montréal. (Mai).
- 6) **J.M.Barroso (2013)**, ancien président de la commission européenne.
- 7) **S.Basu et D.Stuckler (2017)**, « Quand l'austérité tue », Monde diplomatique du mois de Mars.
- 8) **S.Keen (2015)**, « Les politiques d'austérité conduisent à l'impasse », voir le quotidien la Croix, mois de Janvier.
- 9) **Rapports et comptes rendus de la Banque d'Algérie (selon plusieurs numéros consacrés à ce sujet).**
- 10) **Rapports du FMI et Banque Mondiale (consacrés sur cette politique et les indicateurs macro-économiques sur l'économie algérienne).**
- 11) **Propos relevés de plusieurs journaux nationaux sur la question de la politique d'austérité, à l'instar du Matin, Liberté, El-Watan économique... .**